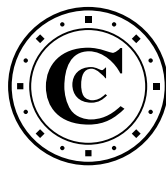


La gestion quantitative de l'eau en Bretagne en période de changement climatique

Après des décennies consacrées en priorité à la reconquête de la qualité de l'eau, la gestion quantitative redevient une priorité pour les acteurs concernés (services de l'État, collectivités et syndicats), au regard notamment des récents épisodes de sécheresse et plus globalement du changement climatique. Les orientations retenues, au-delà de la modernisation des grandes infrastructures et de la sécurisation du réseau de distribution, visent à maîtriser les consommations et désormais, de manière plus globale, à mieux protéger les milieux aquatiques. L'efficacité des décisions passe toutefois par une amélioration d'une gouvernance complexe, aujourd'hui éclatée entre collectivités et services de l'État.



Une origine essentiellement superficielle en Bretagne, contrairement au reste du pays, qui explique une forte sensibilité aux aléas climatiques et aux pollutions

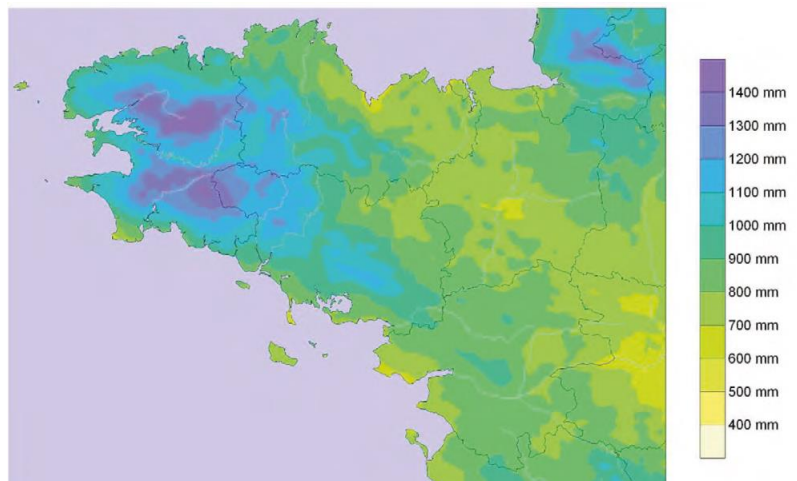


76 % de l'eau potable en Bretagne provient de cours d'eau et de retenues, qui sont plus sensibles aux aléas climatiques, et notamment aux sécheresses, que les eaux d'origine souterraine. Les rivières sont également plus touchées par les pollutions, notamment d'origine agricole et plus généralement anthropique.

Cette situation a conduit les acteurs institutionnels à se mobiliser depuis plusieurs années en priorité sur les programmes de reconquête de la qualité des eaux.

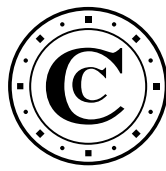
Une pluviométrie significative en Bretagne, mais pas nécessairement dans les zones où se trouvent les plus gros besoins, et pas toujours suffisamment

La pression démographique se situe essentiellement à l'est de la région et sur les zones côtières alors que la pluviométrie est deux fois plus importante à l'ouest. Confrontés aux épisodes de sécheresse au cours des dernières années, les élus prennent conscience d'un risque d'effet de ciseau entre les besoins en eau qui augmentent et une disponibilité à l'étiage qui diminue. Entre 2016 et 2021, une trentaine d'arrêtés sécheresse, majoritairement d'alerte et de crise, ont été pris en Bretagne, dont plus d'un tiers pour la seule



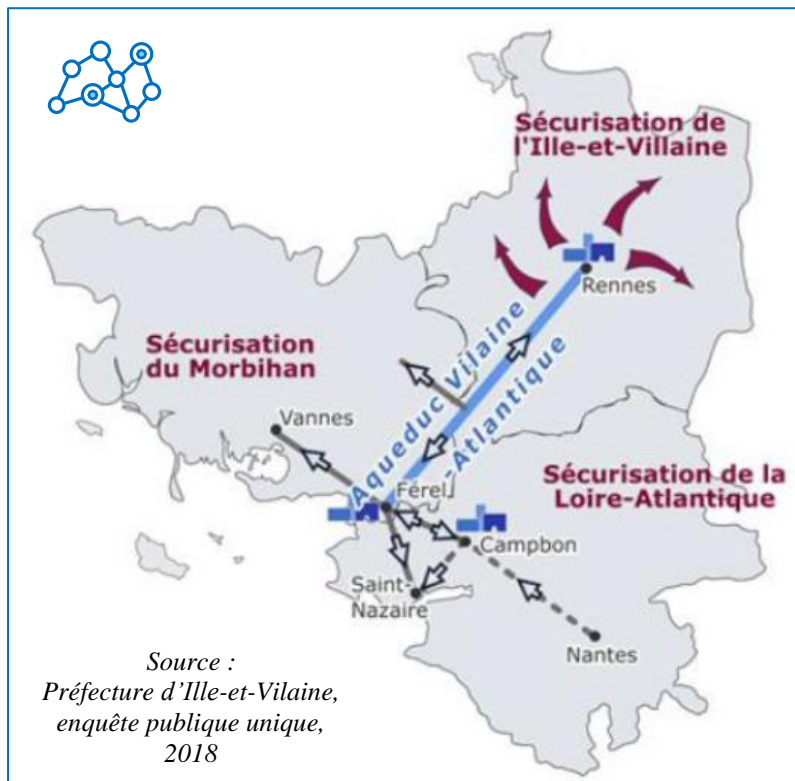
Cumul moyen annuel de précipitations 1981-2010. Source : Centre régional de la propriété forestière et Météo France, 2019

année 2017, essentiellement en Ille-et-Vilaine et dans le Morbihan. L'Ille-et-Vilaine a subi 553 jours de sécheresse, ce qui équivaut pour les usagers à des restrictions d'usage de l'eau durant trois mois chaque année. En 2022, la totalité des départements bretons a été concernée par un arrêté de crise, niveau de gravité le plus élevé.



Un réseau d'interconnexion qui se développe pour assurer une sécurisation accrue sur l'ensemble du territoire

Afin de sécuriser l'approvisionnement au regard de l'inégale répartition géographique de la ressource en eau, les collectivités bretonnes se sont historiquement dotées de schémas départementaux d'alimentation en eau potable et de réseaux d'interconnexion entre les



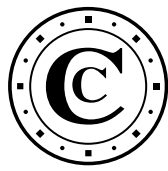
principaux sites de production, qui ont eu une certaine efficacité depuis plusieurs décennies, mais dont la couverture et la densité sont variables selon les secteurs. Le principal projet de nouvelle interconnexion, en cours de réalisation, vise à relier l'usine de Férel située sur le barrage d'Arzal à celle de Villejean à Rennes, pour permettre de secourir la côte sud pendant la période estivale et inversement, l'agglomération rennaise pendant l'hiver.

Des actions qui s'étendent progressivement sur l'ensemble du cycle de l'eau dans une approche plus globale

Outre la densification des réseaux d'interconnexion dans certains secteurs, la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable doit reposer sur des investissements pour l'amélioration des performances des réseaux de production et de distribution existants, afin de lutter contre les fuites et pertes d'eau. Dans un contexte d'augmentation de la demande d'eau potable en Bretagne, la gestion quantitative intègre également, de plus en plus, une action sur les comportements des usagers afin de diminuer les consommations individuelles.

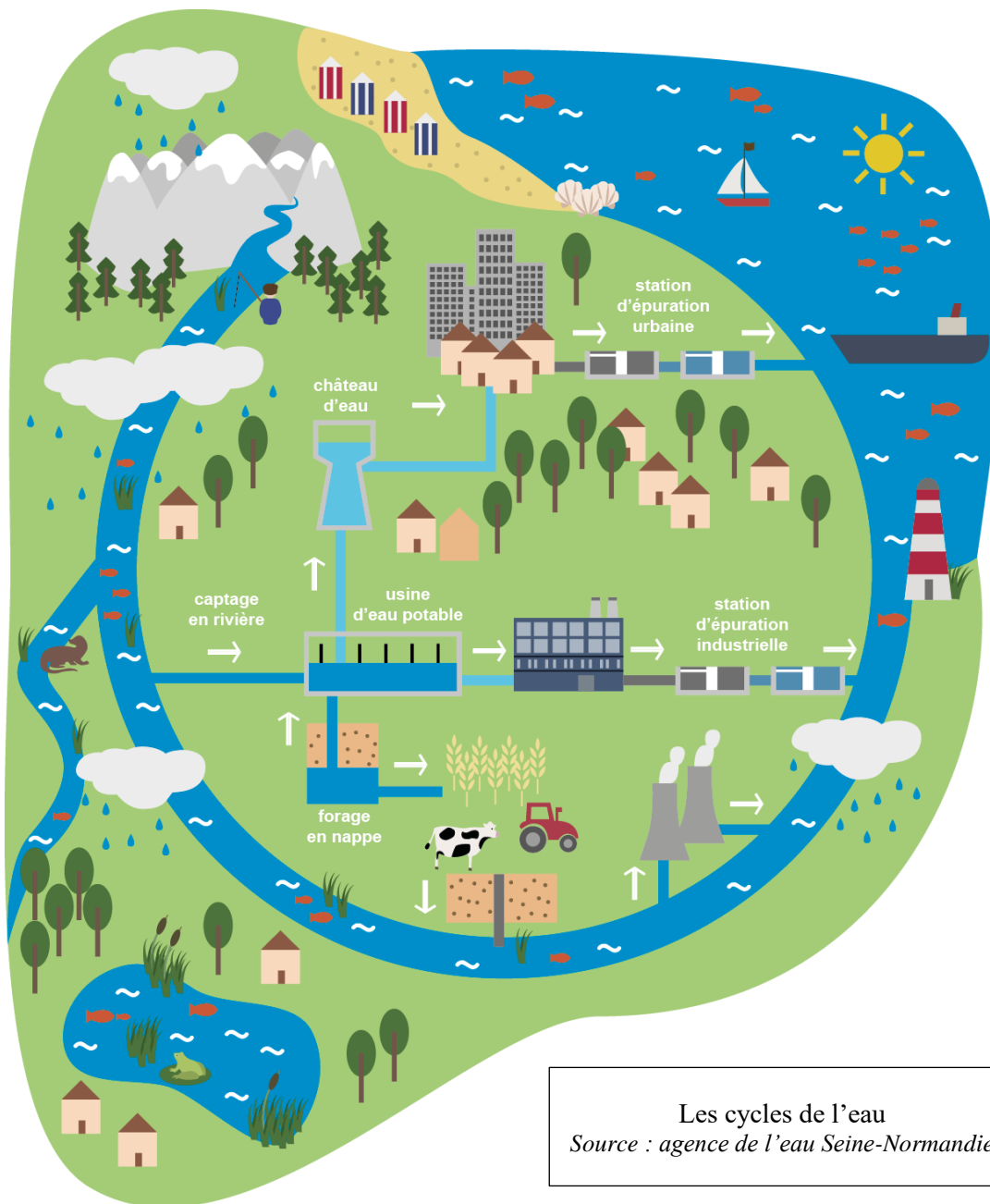
L'efficacité des actions d'incitation à la maîtrise de la consommation se heurte toutefois à la persistance de tarifs dégressifs pour les gros consommateurs, encore pratiqués notamment en zone rurale par certaines collectivités distributrices. Enfin, les actions utilisant le levier de la préservation des milieux aquatiques et de la biodiversité se développent, dans une approche plus globale du cycle de l'eau. Des expérimentations de dispositifs incitant financièrement les agriculteurs à des pratiques favorisant la protection des zones humides et des bassins versants participent ainsi à la gestion quantitative de l'eau.

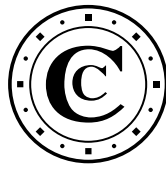




Une gouvernance de l'eau en Bretagne qui s'est récemment densifiée et dont l'efficacité reste à évaluer

Des progrès demeurent nécessaires pour améliorer l'efficacité du pilotage de la politique de l'eau et des actions menées. Ainsi, la méconnaissance par les services de l'État des volumes précis d'eau prélevés dans le milieu naturel via des forages privés (agriculteurs, industriels...) et l'insuffisance des contrôles faute de moyens humains suffisants sur le terrain, affaiblissent la pertinence des arbitrages lorsqu'il s'agit d'autoriser de nouveaux prélèvements.





Face à la forte imbrication des enjeux liés à l'eau avec ceux d'autres politiques publiques, de nouvelles gouvernances sont expérimentées, avec l'assemblée bretonne de l'eau, à l'initiative de la région Bretagne, et la conférence breillienne de l'eau, à l'initiative du préfet d'Ille-et-Vilaine ; ces instances d'animation et de concertation associent notamment services de l'Etat et collectivités territoriales, mais non sans risques de redondances.

L'enjeu de sécurisation quantitative de l'approvisionnement en eau est désormais intégré dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable (SRADDET) breton comme élément de diagnostic à prendre en compte dans les documents de planification et d'urbanisme des collectivités. Ce nouvel outil mérite toutefois d'être expérimenté avant de tirer des conclusions sur son efficacité.